

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU COMITE DIRECTEUR DU 14 MAI 1994

Présents : Mesdames A.BRION, N.COURY, Messieurs J.J.BRION, C.ERRANT, F.JAY, J.MAIGNAN, Ph.MARTIN, C.MASSALOUX, B.TERRIEN (à compter de 16h35)

Excusés : Messieurs J.F BOISARD, G.JACOB, J.C. LACOUR, D.LAPHA, Ch.ROTTREAU, F.BEIGNEUX (36).

Absents : Mademoiselle K.BOURGRAIN, Messieurs J.JAMET, J.M.PAUQUET

Assistent : Messieurs M.GOULOUMES (C.T.L.), J.M.MORIN (C.T.R.)

Votants : 8 votants de 14h30 à 16h35 - 9 votants de 16h35 à 18h10

Lieu : Secrétariat de la Ligue à SALBRIS

Points à ajouter à l'ordre du jour :

- Certificat médical et validation des licences
- Entente de Clubs
- Aides aux athlètes en structure
- Investissement pour le Secrétariat
- Congrès 1995
- Démission d'un membre du Comité

Le Président ouvre la séance à 14h30

1- DEMISSION D'UN MEMBRE DU COMITE DIRECTEUR

Philippe MARTIN a fait part au Président de sa mutation professionnelle en Septembre ou Octobre pour TOULON ou ST TROPEZ. Il s'engage néanmoins à remplir les tâches qui lui ont été confiées jusqu'à la fin de la saison, qui se termine le 30 Juin, sans désirer par contre intervenir dans les décisions importantes qui seront à prendre par le Comité Directeur lors de l'Assemblée Générale du 25 Juin à EPERNON.

Le Président propose donc d'enregistrer la date effective de la démission au 24 Juin au soir et de faire passer un avis dans T.T.CENTRE pour indiquer que les postes vacants au Comité Directeur seront, le jour de l'Assemblée Générale, de 8 au lieu de 7 avec 5 postes sur le Collège Général au lieu de 4.

Cette proposition ne fait l'objet d'aucune objection.

2- ADOPTION DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DES 16 et 17 AVRIL 1994

Ce procès verbal est adopté après avoir procédé aux rectifications suivantes :

- Congrès 1995 : les entretiens ont eu lieu le 16.10.93 et non le 16.10.94
- S.S.S.Régionale : Il faut lire "les dossiers de demandes de candidatures ont été transmis et non "les dossiers de candidatures ont été transmis".
- Effectifs : la perte des licences féminines de 3 % au cours des dernières années doit s'entendre par rapport au total des licenciés et non des seules féminines.
- TOP 12 NATIONAL : Il faut ajouter "sur le plan financier" à ... dossiers organisationnels ultérieurs.
- Droits de la carte ERC : Les tarifs privilégiés doivent s'entendre "hors stages".
- Dotation TOP 12 Régional : L'étude de la désaffection est à faire spécialement sur les féminines
- Indemnités d'arbitrage : En parlant de "tables d'arbitrage" il faut comprendre le Juge Arbitre et ses adjoints et non les arbitres de tables.

3- PREPARATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE FEDERALE DU 22 MAI 1994 A PERIGUEUX

- Procès verbal de l'Assemblée Générale du 18.12.93 à Paris

Ce Procès verbal reflète in extenso les débats de cette Assemblée Générale, y compris nos propres interventions. Il est donc décidé de voter pour son adoption.

- Rapports d'activités

Ces rapports ne seront pas soumis à un vote. Néanmoins le Président tient à souligner l'amélioration de la présentation et certains points qu'il juge importants.

- les modalités en matière de double et triple surclassement
- les modifications pour le certificat médical de non contre indication
- l'étalement des dispositions prises pour le Championnat Féminin
- les souhaits de la Commission Corporative
- les "désidérata" de la Commission d'arbitrage
- l'accroissement du personnel administratif.

- Compte d'exploitation 1993

Après avoir fait part au Comité Directeur :

- de la présentation nouvelle des comptes (Plan CNVA et plan Fédéral)
- de la complexité des comparaisons possibles avec les documents antérieurs.
- du problème de trésorerie de la Fédération.

Le Président signale qu'il a reçu l'assurance du Trésorier Fédéral que toutes précisions seraient données, qu'il a vérifié les principaux chapitres et qu'il juge qu'un déficit effectif de 192.000 Francs sur un total de compte d'exploitation de 24.800.000 Francs n'est pas blâmable et ne met pas en péril la structure financière fédérale.

Il est donc décidé à l'unanimité que les Délégués de Ligue voteront les comptes 1993

- Modifications des Statuts et du Règlement Intérieur.

Après étude approfondie des dossiers et avis de chaque membre, le Comité Directeur prend les décisions suivantes :

- Oui pour la nouvelle réglementation disciplinaire (unanimité)
- Non pour l'inclusion d'un membre non élu des Comités Départementaux dans les Comités Directeur de Ligue (7 Pour - 1 Absentation).
- Les délégués de Ligue aviseront sur place car il est souhaité un vote question par question.

4- PREPARATION DU CONSEIL DES PRESIDENTS DE LIGUE DU 21 MAI 1994 A PERIGUEUX.

Après examen de l'ordre du jour et des vœux, le Comité Directeur charge le Président de prendre les positions suivantes :

- Vœu de la Ligue de Midi-Pyrénées : Principe d'une mutation irrévocable dans les délais impartis mais liberté du club choisi d'un délai XX/9 (Oui : 7 - Non : 1)
- Vœu de la Ligue de Haute Normandie : La Ligue devrait être avisée des colloques, avec ordres du jour, destinés aux Comités Départementaux. (La F.F.T.T. doit être informée de ce vœu et prendre les décisions).
- Vœu de la Ligue d'Auvergne : Solidarité Nationale par l'intermédiaire du Conseil Fédéral des Techniciens. (La Fédération doit avoir un objectif de plan de partenariat en tenant compte des possibilités de chaque Ligue)
- Vœu du Comité Départemental de la Nièvre : Tenir compte du goal avérage général au lieu du goal avérage particulier dans les Championnats par équipes (Non : 7 - Abstentions : 2)
- Vœu du Comité Départemental des Yvelines : Augmenter les niveaux nationaux à 3 et 4 Divisions en Messieurs et à 3 Divisions en Dames pour les Championnats pas équipes (l'étude de cette question est déjà lancée, il n'y a donc pas besoin de voter pour l'instant).
- Vœu du Comité Départemental des Yvelines : Revoir le nombre d'équipes au niveau régional et prévoir des montées importantes en quantité pour les grosses Ligues (Non : 9).
- Vœu de la Ligue du Lyonnais : Prévoir l'extension des motifs de maintien pour forfait à un tout d'individuels (Non : 3 - Abstention : 1 - Oui 5 ; mais prévoir un contrôle "hyper pointu").
- Vœu de la Ligue du Lyonnais : La photo n'existant plus sur la licence, envisager l'obligation de faire la preuve de son identité avec pièce justificative (Non : 6 - Abstentions : 2 - Oui : 1).

- Voeu du Comité du Calvados : Pour les équipes de 6 envisager 2 mutés au lieu de 1 muté (Non : 6 - Abstentions : 3)

Le Président votera au Conseil des Présidents de Ligue selon les principes décidés. Il est chargé d'autre part :

- de suivre l'évolution des propositions pour la réforme institutionnelle (Dossiers JD.JURY et G.LONGETI) propositions qui ont déjà fait l'objet d'interventions de notre part.
- de poser en questions diverses le problème des tarifications fédérales pour le Trophée SEAT et pour le Challenge National des Clubs qui semble laisser aux Ligues une certaine liberté contraires à ses compétitions.

5- CERTIFICAT MEDICAL DE NON CONTRE INDICATION

Suite à la circulaire administrative Fédérale, il résulte que tout joueur peut attester lui même qu'il est en possession d'un certificat médical annuel de non contre indication.

En pratique :

- 1er : Le Club fait ses demandes de licences et joint les certificats médicaux des licenciés "compétition" : l'organisme responsable des licences édite celles-ci avec la mention "Certificat Médical présenté".
- 2ème : Le Club fait ses demandes de licences mais conserve les certificats médicaux. Les licences reviennent sans aucune mention et c'est la signature du joueur qui valide la licence.
- 3ème : Pour les licences "non compétiteur", il n'y a pas d'obligation particulière.

Dans le cas d'absence de licence au moment de la compétition :

- 1er : le joueur produit un certificat médical : il est autorisé à jouer.
- 2ème : le joueur est majeur et ne peut produire aucun document : il atteste sur l'honneur être en possession du certificat médical et est autorisé à jouer.
- 3ème : le joueur est mineur et ne peut produire aucun document : il ne peut être autorisé à jouer que si ses parents ou tuteur légal attestent pour lui qu'il est en possession d'un certificat médical.

6- VALIDATION DES LICENCES

Toujours suite à la circulaire administrative Fédérale, il est décidé :

- que les demandes de licences seront envoyées par les clubs en courrier simple, le Secrétariat prenant toutes dispositions pour justifier l'arrivée (conservation des enveloppes, tampons d'arrivée ,etc ...)
- que les demandes de licences en urgence, soit 4 jours avant une rencontre, devront être transmises en Lettre Recommandée avec Accusé de Réception.

7- ENTENTE DES CLUBS

La décision Fédérale ayant été prise en même temps que nos discussions le 16 Avril 94. Il n'a donc pas été tenu compte de nos observations, communiquées trop tardivement au Chargé de Mission mais annoncées néanmoins préalablement.

S'agissant d'un dossier, découlant des Règlements Sportifs et Administratifs, il ne passera pas en Assemblée Générale Fédérale. Nous ne pouvons donc qu'attendre le suivi.

8- AIDES AUX ATHLETES EN STRUCTURE

Après exposé du Président sur les problèmes en cours vis à vis du Centre de Talence, il est décidé d'adresser les aides accordées (Pour : 4 - Contre 3 - Abstentions : 2) à la famille sauf à la Ligue d'Aquitaine pour le seul cas d'Alice JONEAU.

9- INVESTISSEMENT SECRETARIAT LIGUE

Le Président signale l'urgence du renouvellement d'un photocopieur de la Ligue et l'arrêt du contrat de maintenance le concernant.

Après discussion F.JAY est chargé de rencontrer CANON pour obtenir des prix préférentiels et N.COURY de voir les possibilités de location.

La décision définitive doit être prise pour la prochaine réunion de Juin.

10- CONGRES 1995

Le Comité Directeur autorise le groupe organisationnel provisoire à tenir une réunion pour lancer les dossiers urgents. Elle aura lieu avant l'Assemblée Générale de Ligue et sa date sera fixée à PERIGUEUX le 22 Mai.

C.MASSALOUX